

**REVUE DE PRESSE**

SAMEDI 24  
DIMANCHE 25  
FÉVRIER  
1996

31<sup>ème</sup> Année N° 9408

200 F

# FRATERNITÉ MATIN

Burkina Faso  
Cameroun ...  
Gabon ...  
Sénégal ...  
Togo ...  
France ...

LA CÔTE D'IVOIRE AU QUOTIDIEN.

## France-C.I

### VISITE

Une mission du groupe d'Amitié France-Afrique de l'Ouest du Sénat français effectuera une visite en Côte d'Ivoire à partir d'aujourd'hui jusqu'au 27 février prochain avant de poursuivre sur le Ghana.

Le Sénateur Jacques Legendre, ancien ministre, président du groupe Amitié France-Afrique de l'Ouest, sera accompagné de quatre sénateurs. Au cours de leur séjour, ils rencontreront M. Daniel Kaban Duncan, Premier ministre, ainsi que les présidents de l'Assemblée nationale et du Conseil économique et social.

# le jour

L'INFORMATION AU JOUR LE JOUR

N° 326 DU LUNDI 26 FEVRIER 1996 • 200 F. CFA

## France-Côte d'Ivoire Les sénateurs français s'informent

Quatre sénateurs français, membres du groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest, séjournent en Côte d'Ivoire depuis samedi dernier. Le premier conseiller de l'ambassade de France a précisé que ces personnalités effectuent une mission d'information. Le groupe est conduit par le sénateur Jacques Legendre. Ce matin, les missionnaires auront une séance de travail avec le bureau de l'Assemblée nationale. Ils rencontreront également la direction des différents groupes parlemen-

taires. Cet après-midi, les sénateurs discuteront avec des délégations de l'opposition. Les responsables du Front populaire ivoirien (FPI) et ceux du Rassemblement des républicains (RDR), seront reçus séparément. Djéni Kobina, Adama Coulibaly, Mamadou Ben Soumahoro, Yacinte Leroux et Henriette Dagri Diabaté composeront la délégation du RDR. Avant de s'envoler pour le Ghana, deuxième et dernière étape de leur tournée en Afrique de l'Ouest, les séné-

ateurs français auront un entretien avec le Premier ministre M. Daniel Kablan Duncan. Pendant leur séjour, les Français visiteront entre autres réalisations, des plantations d'ananas et de palmiers à huile dans la région d'Aboisso. Hier, les sénateurs étaient à Yamoussoukro où ils ont rencontré M. Jean Konan Banny, le Ministre Résident ainsi que le Maire Fernand Konan.

J. B.

# le jour

L'INFORMATION AU JOUR LE JOUR

N° 327 DU MARDI 27 FEVRIER 1996 • 200 F. CFA

## LE RDR AUX SÉNATEURS FRANÇAIS "POUR les prochaines élections, il faut un arbitre"

Le groupe de Sénateurs français, en tournée d'information en Côte d'Ivoire et au Ghana depuis samedi ont eu un entretien franc et direct hier avec le Rassemblement des républicains. La DfP (M. Kouassi) a déclaré que...

## Le RDR aux Sénateurs français «Pour les élections, il nous faut un arbitre»

*Le groupe de Sénateurs français, en tournée d'information en Côte d'Ivoire et au Ghana depuis samedi, ont eu un entretien franc et direct hier avec le Rassemblement des républicains de Djéni Kobina. Compte rendu.*

«Notez bien, Messieurs les Sénateurs, que désormais nous avons besoin d'une structure d'arbitrage pour les élections». C'est en substance la revendication majeure présentée hier par la direction du Rassemblement des républicains, RDR, aux quatre Sénateurs français en tournée d'information en Côte d'Ivoire. L'entretien s'est déroulé à l'ambassade de France en Côte d'Ivoire à 15 h en présence de Son Excellence Christian Duteil de la Rochère, Ambassadeur. La délégation du RDR, conduite par son secrétaire général Djéni Kobina comptait des figures aussi emblématiques que Adama Coulibaly, Minadou Bon Soumailoro, Henriette Diabaté et Yacinthe Leroux. Les Sénateurs français étaient conduits par Jacques Legendre, vice-président du Sénat et président du groupe d'amitié

parlementaire France-Afrique de l'Ouest. Venu pour écouter et voir, les honorables Sénateurs ont sans doute bien entendu et bien vu. Car les représentants du RDR n'y sont pas allés avec le dos de la charrue. Tous les sujets ont été abordés : les effets de la dévaluation sur l'économie ivoirienne (favorables selon le RDR) et sur le pouvoir d'achat des travailleurs et des planteurs (défavorables selon le même parti) ; le code électoral ; les futures élections ; le rôle de la France dans la gestion des crises politiques ; les détentions de journalistes et de militants de l'opposition. Selon un responsable du RDR qui a participé à l'entretien, Djéni Kobina a présenté son parti afin de couper court au procès en intégrisme qui lui est fait par ses adversaires politiques. Il a aussi stigmatisé les

effets désastreux du Code électoral actuel sur l'unité nationale. Au passage, il a dénoncé l'intégrisme politique du pouvoir qui, par ses pratiques et sa propagande, a accentué la tribalisation de la vie politique. A titre d'exemple, il a évoqué le transfert massif de certaines populations vers le Centre-Ouest du pays. Pour lui, la France a un rôle important à jouer dans le processus de démocratisation de la Côte d'Ivoire. «Elle doit faire en sorte que la fraude cesse, sinon c'est la voie ouverte à toutes les formes de violence», a martelé Djéni Kobina avant de poursuivre : «Notre problème, c'est l'alternance politique. Mais le pouvoir refuse même l'idée d'alternance». Pour les responsables du RDR, une commission électorale autonome indépendante ou un arbitre s'impose pour les futures consultations électorales. «Il faut que les autorités nous épargnent les élections organisées par le ministre de l'Intérieur. M. Bombet» ont-ils déclaré. L'ambassadeur de France est intervenu pour souligner les

faiblesses du mode de scrutin actuellement en cours qui ne permet pas à toutes les sensibilités d'être représentées à l'Assemblée nationale. Il a tenu à réaffirmer que son pays n'est pas intervenu dans le déroulement des élections en Côte d'Ivoire. Affirmation que les représentants du RDR ont tenu de battre en brèche.

En sujet d'actualité, la délégation du RDR a servi aux Sénateurs fran-

çais de 1990 à 1993, l'annonce de quel est la rigueur et la transparence dans le traitement des affaires d'un pays. D'ailleurs, le plan de privatisation qu'il a mis en chantier, continue d'être exploité par ceux-là mêmes qui l'ont combattu hier et qui sont au pouvoir aujourd'hui. Avant cela, Djéni Kobina et ses amis politiques ont dit ceci aux Sénateurs français : «Dues à l'histoire, si vous le rencontrez, de libérer les



Le Secrétaire général du RDR, Djéni Kobina et les sénateurs français ont eu des échanges enrichissants hier sur la situation politique ivoirienne. (Photo d'Archives)

gaux les fameux projets de loi entortillés par le Garde des Sceaux, Faustin Kouamé, sur la presse et la magistrature. Vive émotion dans les rangs des sénateurs qui n'en croyaient pas leurs oreilles.

A la question d'un Sénateur, «comment allez-vous gérer ce pays une fois au pouvoir ?», la direction du RDR a répondu : «Sur la question, nous sommes à l'aise. Nous avons un champion en la matière qui s'appelle Alassane Dramane Ouattara, actuellement en poste au Fonds monétaire international à Washington. Nous ne sommes donc pas des novices en la matière

journalistes condamnés à deux ans de prison pour avoir simplement écrit qu'il a apporté la potée à une équipe de football. Il doit aussi libérer nos militants incarcérés depuis la période électorale».

M Legendre et ses collègues en ont, semble-t-il, pris bonne note. Ils remercient aujourd'hui les représentants du Front populaire ivoirien, FPI, avant de s'évader dans la soirée pour le Ghana, seconde et dernière étape de leur séjour africain.

ABDOULAYE SANGARÉ

# LE RDR

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES - 200 F N° 019 DU MARDI 27 FÉVRIER 1996

≡≡≡ **Politique** ≡≡≡

**LE RDR ÉCHANGE AVEC  
DES SENATEURS FRANÇAIS**

## Le RDR et les sénateurs français se parlent...

Hier une délégation du RDR était à l'Ambassade de France pour discuter avec des sénateurs français. Ces hommes, membres du groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest sont venus s'informer de l'état des forces politiques en Côte d'Ivoire et surtout, se rendre compte par eux-même de ce à quoi aspire l'opposition ivoirienne.



La délégation du RDR a réaffirmé son désir d'alternance pacifique au sommet de l'Etat. (Ph. d'archives)

L'Ambassade de France en Côte d'Ivoire a prêté ses locaux hier après-midi, à une rencontre entre des sénateurs français et une délégation du Rassemblement des républicains Ces Sénateurs membres du Groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest, étaient venus dans le cadre d'une mission d'information, rencontrer les différentes forces politiques en Côte d'Ivoire.

La délégation du RDR était conduite par son Secrétaire général M. Ojeni Kobina et comprenait MM Adama Coulibaly, Hyacinthe Leroux et Mamadou Ben Soumahoro. Les représentants de la principale force d'opposition en Côte d'Ivoire, ont pu à loisir présenter au groupe conduit par le Sénateur Jacques Legendre, les caractéristiques du parti qu'ils animent. Et surtout, la vision qu'ils ont de la gestion des hommes et de la chose publique. Ainsi, le RDR a clairement expliqué que l'idée que l'on a fait répandre selon laquelle il n'est qu'un mouvement constitué sur une base ethnoreligieuse, ne reflétait pas la réalité. Le RDR, a-t-on tenu à faire savoir, n'a jamais posé à quel moment que ce soit, un acte à connotation tribaliste ou religieuse. Donc, l'étiquetage négatif de tribalisme qu'on essaie tant bien que mal de lui coller, ne répond qu'à une visée politicienne évidente de disqualification et de dénigrement. Le RDR n'est pas un parti d'anc-

concept d'ivoirité conçu et véhiculé par le PDCI, l'est beaucoup moins. Ce concept a entraîné une fragilisation incroyable du tissu national a-t-on relevé.

Il a également été question de l'état des libertés publiques en Côte d'Ivoire. Et là, avec les nouveaux projets de loi en gestation qu'on a soumis aux visiteurs, ils ont pu par eux-même, se rendre compte de la menace permanente qui pèse sur les libertés fondamentales. Notamment sur celle de la presse.

Les conditions de l'alternance au pouvoir ont été l'un des points saillants de cette rencontre à laquelle assistait l'Ambassadeur de France en Côte d'Ivoire. L'opposition a facilement montré son attachement à une alternance pacifique, démocratique au pouvoir. La discussion s'est cristallisée autour des conditions de cette alternance. Et les discussions ont inévitablement débouché sur la nécessité d'un code électoral autonome.

Une heure durant, les hommes politiques ivoiriens et français ont discuté dans une franche cordialité et ont eu des échanges qualifiés d'intéressants. Après le RDR, les Sénateurs rencontreront l'autre force politique qu'est le FPI pour certainement recueillir les avis des animateurs de ce parti et se faire ainsi une idée plus complète de ce qu'est l'opposition en Côte d'Ivoire et surtout ce à

**Conseil économique et social****UNE DÉLÉGATION DU SÉNAT FRANÇAIS CHEZ YACÉ**

**L**e président du Conseil économique et social, M. Philippe Grégoire Yacé, a reçu hier en son cabinet une importante délégation du Groupe d'Amitié France-Afrique de l'Ouest du SENAT.

Cette délégation avait pour mission essentielle de discuter avec le président Yacé de la création très prochaine du SENAT ivoirien. « Nous avons évoqué cette transformation du CES en SENAT. Bien évidemment, le SENAT français est prêt à apporter son concours au SENAT ivoirien », a indiqué en substance M. Jacques Legendre, président du groupe, à sa sortie d'audience.

Il a par ailleurs dit avoir évoqué avec le président du Conseil économique et social la situation économique de la Côte d'Ivoire, de même que l'évolution structurelle. Ils ont également parlé de la façon dont la France peut aider la Côte d'Ivoire à devenir comme



*La délégation française avait pour mission de discuter avec le président Yacé de la création très prochaine du sénat ivoirien.*

elle le souhaite, le plus grand éléphant de l'Afrique de l'Ouest.

Parlant de la vie politique ivoirienne, M. Jacques Legendre, qui est aussi sénateur du Nord, a affirmé que notre pays a pris un virage décisif pour la démocratie. Et le sénateur français assure que la Côte d'Ivoire du Président Henri Konan Bédié a su négocier ce tournant. Et son vœu le plus ardent est que notre pays puisse faire en sorte que ce cap soit maintenu.

Cette délégation, forte de neuf membres, comprenait, entre autres, S.E.M. Christian Dutheil de la Rochère, ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, et son épouse, MM. Jean Faure, sénateur de l'Isère et vice-président du SENAT, Yan Geillard et François Trucy, respectivement sénateurs de l'AUBE et du VAR.

**EUGÉNIE DOUAYÉRE**

## INTERVIEW

M. Jacques Legendre, Sénateur français :

# « Nous voulons aider le futur Sénat ivoirien »

*M. Jacques Legendre est le chef de délégation d'un groupe de Sénateurs français qui séjournent en Côte d'Ivoire depuis cinq jours. Ces personnalités membres du « Groupe d'amitié France/Afrique de l'Ouest » ont rencontré les autorités ivoiriennes ainsi que les responsables des partis de l'opposition représentés au Parlement. Dans l'entretien qui suit, M. Legendre explique dans quelle mesure le Sénat français peut contribuer à l'avancée démocratique en Côte d'Ivoire.*

**Le Jour :** M. Legendre, à qui obéit la visite des Sénateurs français en Côte d'Ivoire ?

**Jacques Legendre :** Il existe au Sénat français, un certain nombre de groupes d'amitié avec différents pays, et l'un des plus importants est le groupe d'amitié du Sénat français avec l'Afrique de l'Ouest. Ce groupe organise les rapports entre notre Sénat et le dix-sept pays de l'Afrique de l'Ouest qu'ils soient francophones, anglophones ou lusophones. Nous avons cette année choisi de faire une mission plus particulièrement en Côte d'Ivoire, parce que nous savons que ce pays a connu un tournant politique et aussi une évolution économique forte. Au-delà de ce qu'on peut lire dans les journaux, nous avons souhaité venir

à la mise en place du Sénat de Côte d'Ivoire. Il y a peu de pays en Afrique qui ait un Sénat. A ma connaissance, actuellement, il y a la Mauritanie et le Congo. Le Président du Sénégal a annoncé qu'il souhaite créer un Sénat, et vous avez également cette intention. Le Sénat français a toujours souhaité que nous ayons des relations privilégiées avec les nouveaux Sénats.

**L. J. :** Vous venez de rencontrer le Rassemblement des républicains (RDR) ; vous avez également rencontré le bureau de l'Assemblée nationale et les différents groupes parlementaires. Que vous êtes-vous dits ?

**J. L. :** Il est normal que nous rencontrions à l'occasion de notre déplacement

des fonctionnaires parlementaires pour voir comment le travail s'organise de la manière la plus efficace ; nous pouvons également participer à des missions d'observation d'élections ; enfin je crois beaucoup à l'amitié, à



avons très fermement condamné les coups d'Etat militaires qui ont renversé un régime au Niger et qui ont menacé un autre régime pas très loin de chez vous. Nous nous sommes inquiétés de cette situation. Mais nous faisons aussi que la vie politique en Côte d'Ivoire, c'est d'abord l'affaire des Ivoiriens, même si nous pouvons donner des conseils ou agir à différents moments, c'est d'abord votre affaire.

**L. J. :** Vous dites que la vie politique en Côte d'Ivoire, c'est d'abord l'affaire des Ivoiriens. Mais vous savez que pendant l'élection présidentielle, la France a été souvent mise en cause par l'opposition ivoirienne.

**J. L. :** Vous savez, partout en Afrique, j'ai entendu ce reproche et, en général, il vient de ceux qui ne gagnent pas les élections ; c'est une situation difficile ; je crois que le gouvernement français n'a pas à être partie prenante dans les élections qui se passent à l'intérieur de l'Afrique. Par contre, nous avons marqué régulièrement notre souhait de voir une vie politique démocratique se développer en Afrique. Ça veut dire en particulier, que quand on n'est au pouvoir, on est pas automatiquement assuré de gagner les élections. Je peux en témoigner puisque j'ai été membre d'un gouvernement français qui a perdu avec un Chef d'Etat des élections en 1981 ; je faisais partie du dernier gouvernement de M. Giscard.

**L. J. :** Ecoutez ! l'opposition ivoirienne vous accuse sur la base de faits. Le 26 août 1995, à la convention du PDCL, le représentant du R.P.R. a solennellement fait savoir que Jacques Chirac supportait Bédié, qui était Président sortant mais égale-

**Jacques Chirac était déjà Président de tous les Français.**

**J. L. :** Jacques Chirac est le Chef de l'Etat français, mais le R.P.R. est le R.P.R. Comprenez que les deux choses ne peuvent pas se situer au même niveau. Ça peut vous paraître bizarre, mais en France, les partis politiques et l'Etat ne se confondent pas. Nous aurons des relations avec la Côte d'Ivoire quel que soit le gouvernement qui sera au pouvoir. N'empêche qu'on peut se sentir plus proche d'un parti politique que d'un autre. J'imagine que certains partis politiques de Côte d'Ivoire se sentent plus proches du Parti socialiste que du R.P.R. Pour être très clair, M. Gbagbo, nous le savons bien, préfère probablement le Parti socialiste au R.P.R. ; c'est son droit ; le R.P.R. a le droit également de se sentir plus proche de tel ou tel parti politique, tout en ne s'impliquant pas directement dans les élections en Côte d'Ivoire.

**L. J. :** Pourquoi n'avez-vous pas prévu de rencontrer avec des représentants de la société civile ?

**J. L. :** Notre séjour est relativement court ; seulement quatre jours ; notre emploi du temps est tellement chargé que nous ne parvenons jamais à voir tous ceux que nous souhaiterions voir. Quand nous avons rencontré les chefs des différentes Institutions, les représentants des plus grandes forces politiques, le Premier ministre et les principaux responsables de l'Etat, plus des visites dans quelques lieux symboliques comme Yamoussoukro, les plantations de palmiers à huile et d'ananas etc., nous pensons que nous avons fait l'essentiel.

**L. J. :** Combien de pays

se les rapports entre notre Sénat et les dix sept pays de Afrique de l'Ouest qu'ils soient francophones, anglophones ou lusophones. Nous avons cette année choisi de faire une mission plus particulièrement en Côte d'Ivoire ; parce que nous savons que ce pays a connu un tournant politique et aussi une évolution économique forte.

Au delà de ce qu'on peut lire dans les journaux, nous avons souhaité venir sur place pour nous rendre compte et témoigner en même temps notre amitié au peuple de Côte d'Ivoire.

**L. J. :** Ce n'est donc pas une visite de routine.

**J. L. :** Ah non ! On ne vient jamais en Côte d'Ivoire par routine. Ce sont des Sénateurs qui s'intéressent à l'Afrique et qui veulent voir sur place comment les choses se passent de manière à pouvoir témoigner ensuite en France et agir éventuellement pour renforcer les liens entre la France et la Côte d'Ivoire ; et aider éventuellement pour renforcer les liens entre la France et la Côte d'Ivoire ; et aider éventuellement ce pays si cela peut être utile.

**L. J. :** Il est prévu la création d'un Sénat en Côte d'Ivoire.

N'est-ce pas dans cette perspective que vous êtes là ?

**J. L. :** Pas essentiellement ; nous sommes d'abord venus pour savoir comment la Côte d'Ivoire vit le changement, les élections qui se sont succédées, la mise en place de nouvelles équipes ; et nous voulons également savoir comment elle vit après les moments difficiles de la dévaluation du franc CFA. Nous ne voulons pas nous contenter de ce que nous disent les experts sur ce sujet. Mais il est aussi vrai que votre Conseil économique et social va se transformer en Sénat. Nous considérerons à ce moment-là comme un devoir de répondre éventuellement à toute demande pour aider

gées avec les nouveaux Sénats.

**L. J. :** Vous venez de rencontrer le Rassemblement des républicains (RDR) ; vous avez également rencontré le bureau de l'Assemblée nationale et les différents groupes parlementaires. Que vous êtes-vous dits ?

**J. L. :** Il est normal que nous rencontrions l'occasion de notre déplacement l'ensemble des forces politiques représentées au Parlement. Nous avons donc, bien sûr, rencontré des membres éminents de la majorité PDCI ; mais nous avons aussi rencontré les responsables du RDR, et demain nous rencontrons les responsables du FPI. A tous, nous leur demandons quelles sont leurs idées pour le développement et l'avenir de la Côte d'Ivoire ; et nous, leur témoignons, nous, de notre propre expérience de la vie politique.

**L. J. :** Vous avez sûrement écouté les griefs exprimés par le RDR...

**J. L. :** Il est assez classique d'entendre une opposition s'interroger sur les raisons de sa défaite et d'entendre les vainqueurs trouver que leur victoire est tout à fait naturelle. Nous Français, il ne nous appartient pas de nous ingérer dans vos affaires intérieures. Si on nous demande des conseils techniques sur l'organisation du scrutin, nous pouvons le faire ; si on nous demande de participer à des missions d'observation des élections, nous pouvons le faire comme nous l'avons déjà fait en d'autres lieux. Je crois que et notre bonne volonté est totale.

**L. J. :** Que peuvent apporter les Sénateurs français au processus démocratique en Côte d'Ivoire ?

**J. L. :** Le Sénat français peut apporter un certain nombre d'aides si elles lui



M. Jacques Legendre, Sénateur français. (Photo Luc Gnago)

l'échange et à la connaissance entre les hommes.

**L. J. :** Au plus fort de la crise politique en Côte d'Ivoire (lors de la présidentielle), on n'a pas entendu la voix du Sénat français. Alors on est surpris de le voir débarquer maintenant. Et puis le sentiment des Ivoiriens, c'est que la France ne fait pas assez pour l'avancée de la démocratie en Côte d'Ivoire.

**J. L. :** Je crois que nous sommes toujours dans une situation un peu difficile. D'une part, notre position de pays ayant des liens historiques avec la Côte d'Ivoire et qui peut être suspecté éventuellement de se mêler des affaires intérieures de ce pays ; et ça, nous ne le souhaitons pas. D'autre part, l'accusation de ne pas agir suffisamment dans le sens de la démocratisation ; je voudrais rappeler que la France a, à différentes reprises à travers des chefs d'Etat et des gouvernements successifs, marqué son intérêt pour l'évolution démocratique du Continent africain. Par exemple, récemment nous

en 1961 ; je faisais partie du dernier gouvernement de M. Giscard.

**L. J. :** Ecoutez l'opposition ivoirienne vous accuse sur la base de faits. Le 26 août 1995, à la convention du PDCI, le représentant du R.P.R. a solennellement fait savoir que Jacques Chirac supportait Bédié, qui était Président sortant mais également candidat à la présidentielle dernière.

**J. L. :** Je crois qu'il faut distinguer deux choses. En France, on distingue clairement l'Etat et les formations politiques ; même le parti au pouvoir ; je suis membre de l'état-major du R.P.R. ; j'en suis le secrétaire national chargé de la Francophonie. Mais chaque parti politique a le droit d'avoir ses préférences. Ainsi le R.P.R. préférerait tel parti politique en Côte d'Ivoire à tel autre.

**L.J. :** Au moment où le soutien public se faisait,

vous nous aviez rencontré à travers des différentes Institutions, les représentants des plus grandes forces politiques, le Premier ministre et les principaux responsables de l'Etat, plus des visites dans quelques lieux symboliques comme Yamoussoukro, les plantations de palmiers à huile et d'ananas etc., nous pensons que nous avons fait l'essentiel.

**L.J. :** Combien de pays ouest-africain allez-vous visiter ?

**J. L. :** Nous avons limité notre déplacement à deux pays. Nous passons l'essentiel de notre temps en Côte d'Ivoire et nous irons ensuite au Ghana, parce que nous voulons aussi voir comment a évolué le pays anglophone voisin et, par certains côtés, assez proche de vous.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
TOLLYS BÉBO ET JOACHIM  
BEUGRÉ



Dans les assurances de Dom-mages aux Biens Meubles ou Immeubles, il y a deux manières de fixer les capitaux à garantir:  
-En valeur de remplacement à neuf,  
-En valeur de remplacement,vétusté déduite.  
Précisez votre choix au moment de la souscription du contrat quand bien même l'estimation se fait à dire d'Expert.

C'est un Message du Groupe MACI-ASSURANCES

**AUDIENCE DU 1<sup>er</sup> MINISTRE: M. JACQUES LÉGENDRE**

(SÉNATEUR RPR)

**«LA CÔTE D'IVOIRE NOUS INTÉRESSE»**

«...**N**OUS nous intéressons beaucoup à ce qui se passe en Afrique et particulièrement en Côte d'Ivoire. Nous avons rencontré le Premier ministre pour avoir son sentiment sur l'évolution politique, économique et sociale de votre pays. C'est dans ce but que nous avons visité, l'ENSA, PalmIndustrie...»

Telle est en substance la déclaration qu'a faite hier à la Primature, M. Jacques Legendre, sénateur, président du Groupe d'amitié France-Pays d'Afrique. C'était à l'issue de l'audience que le Premier ministre M. Daniel Kablan Duncan a accordée à la délégation du Sénat français forte de quatre membres qu'il conduisait.

Nos hôtes, en visite d'amitié et de travail chez nous depuis trois jours, après la visite



La délégation des Sénateurs français (à gauche) en pleine conversation avec le Premier ministre (à droite).

des réalisations économiques et sociales pour apprécier l'effort accompli par notre pays, vont rencontrer l'opposition ivoirienne toutes tendances confondues. A ce propos, M. Legendre nous a confié: «... Pour avoir une vision globale des forces politiques en présence, nous étions avant-hier avec la RDR et aujourd'hui ce sera le tour du FPI.»

En les recevant à dîner lundi dernier, le président du Conseil économique et social M. Philippe Grégoire Yacé, concernant le futur sénat, a lancé: «... Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte de demander à nos amis français, membres du sénat, de nous épauler pour que le sénat ivoirien devienne une véritable Institution-sœur du sénat français...»

MEBA KONE

## AMITIÉ CÔTE D'IVOIRE - FRANCE

# Séjour chargé pour les sénateurs français

**Depuis le samedi 24 février, une délégation de quatre sénateurs français séjourne dans notre pays.**

**L'objet du séjour : Visiter les institutions du pays, rencontrer les représentants des partis politiques siégeant à l'Assemblée nationale, faire un constat de la situation économique du pays après la dévaluation.**

**C'**est M. Jacques Legendre, président du Groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest, ancien ministre de la Formation professionnelle de 1977 à 1981 sous Raymond Barre, qui dirige la délégation des sénateurs français. En dehors de M. Legendre, la délégation comprend MM. Jean Faure (sénateur de l'Isère) et

l'un des six vice-présidents du Sénat, Yann Gaillard (Aube), François Trucy (Vau), Marc Massion (Seine Maritime) et un administrateur du Sénat, M. Bernard Ruiller.

Le lendemain de son arrivée, la délégation s'est rendue à Yamoussoukro où elle a été reçue par le ministre résident, Jean Konan Banny, avant de visiter l'École nationale supérieure d'Agronomie (ENSA). Le lundi, les sénateurs ont été l'hôte de M. Charles Bauza Donwahi, le président de l'Assemblée nationale. Le même jour, elle a rendu visite à M. Philippe Grégoire Yacé, le président du Conseil économique et social (CES). La transformation du CES en Sénat a été l'un des sujets qui ont meublé l'entretien entre le président Yacé et la délégation.

Dans l'après-midi, les hôtes français se sont entretenus, à l'ambassade de France, avec une

délégation du RDR conduite par son S.G., M. Djéni Kobina. La soirée a été marquée par une réception offerte par son excellence, M. Christian Duheil de Laroche en sa résidence de Cocody. Outre les sénateurs français, on notait la présence de plusieurs députés aussi bien du PDCI que de l'opposition. Il y avait notamment Mme Simone Gbagbo du FPI, Adama Coulibaly du RDR et Émile Brou du PDCI-RDA. Le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme (LDHO), le professeur René Dégni Ségué avait également pris part à la réception. Les sénateurs français devaient également s'entretenir hier avec M. Laurent Gbagbo, le SG du FPI, avant de prendre la route ce matin même pour Accra. A signaler qu'il ont visité hier à Aboisso des plantations d'ananas et de palmier à huile.

Charles d'ALMEIDA.

Son Info 28/2/96

Le FPI aux Sénateurs français

# «Nous voulons un État démocratique»

Quatre responsables du Front Populaire Ivoirien (FPI), avec à leur tête le secrétaire général Laurent Gbagbo, ont rencontré le mardi soir, les Sénateurs français en visite en Côte d'Ivoire depuis quelques jours. L'entretien qui portait sur la situation politique nationale, s'est déroulé à Abidjan-Cocody, au domicile de l'Ambassadeur de France.

La rencontre organisée à la demande des Sénateurs français, devait leur permettre de s'informer sur le jeu politique ivoirien. Ils voulaient notamment savoir les différences d'approche, de la gestion de l'Etat

entre l'opposition et le PDCI. La délégation du FPI était composée de 4 personnes : Laurent Gbagbo, Me Boga Doudou, député de Lakota ; Kimou Koutouan, député d'Agboville S/P et Guipié Yoro,

député d'Issia. Pendant environ cinquante minutes, ils ont discuté avec leurs hôtes, des raisons qui ont motivé le boycott de l'élection présidentielle et la participation aux législatives et aux municipales. Ils leur ont ainsi expliqué que le FPI et le PDCI n'étaient pas d'accord sur les règles du jeu représentées par le code électoral.

Pour mieux présenter leur vision de la gestion de l'Etat ivoirien, la délégation du FPI s'est particulièrement appesantie sur quelques points saillants du programme de société du parti. Ils ont ainsi évoqué leur intention de faire de la Côte d'Ivoire, «Un État véritablement démocratique». Cette volonté, ont-ils dit aux Sénateurs français, se traduira par la mise en place de nouvelles institutions démocratiques et «une décentralisation véritable.» Partant également d'institutions démocratiques, la délégation du FPI s'est élevée contre les réformes entreprises actuellement par le pouvoir en place. Ils ont ainsi évoqué, à titre d'exemple, le projet de loi Faustin



Laurent Gbagbo, leader du FPI a eu une discussion franche et directe avec les Sénateurs français.

Kouamé qui, selon eux, tend à «embrigader la Justice». Pour les membres du FPI, «les institutions actuelles sont dépassées». Ils estiment nécessaire «d'engager la Côte d'Ivoire sur la voie démocratique, et de façon définitive». Aussi, ont-ils exprimé aux Sénateurs fran-

çais, le vœu qu'une discussion soit engagée entre le pouvoir et l'opposition pour en réunir les conditions.

La délégation du FPI a également présenté sa vision économique à ses hôtes. Laurent Gbagbo et ses camarades ont ainsi déclaré qu'il fallait à présent sortir la Côte d'Ivoire de l'économie coloniale caennoyère, et s'orienter vers la transformation des produits agricoles.

Pour leur part, les Sénateurs ont avoué avoir beaucoup appris pendant leur séjour, et promis de maintenir le contact avec leurs interlocuteurs.

Les quatre Sénateurs français dont le séjour en Côte d'Ivoire a pris fin hier, appartiennent au Groupe d'Amitié France-Afrique de l'Ouest. Bien avant les responsables du FPI, ils avaient rencontré le président de l'Assemblée nationale, les présidents de groupes parlementaires, la direction du PDCI et celle du RDR.